



CNC/CONCERE: Décision du 1/06/2023

Concerne : Volet interfédéral de la consultation publique nationale dans le cadre de la mise à jour du Plan National Energie-Climat.

Contexte

La CNC-CONCERE du 8 mars 2023 a décidé sur les principes de base concernant le volet interfédéral de la consultation publique nationale.

Cette décision prévoit des accords complémentaires.

Décision

La CNC et CONCERE décident qu'une consultation publique nationale sera organisée, avec un volet interfédéral.

Le gouvernement fédéral prend l'initiative de l'organisation pratique de la consultation et est lui-même responsable de la consultation sur les mesures relevant de la compétence du gouvernement fédéral. Pour les questions relatives aux mesures interfédérales, la coordination se fera au sein du GP PNEC, soutenu si nécessaire par le groupe de travail communication, et CNC-CONCERE.

Le gouvernement fédéral fournira à CNC-CONCERE un aperçu transparent des coûts liés à l'organisation de la consultation publique nationale. Une première estimation de ces coûts est incluse dans l'annexe de ce projet de décision.

Les quatre entités contribueront financièrement à l'organisation d'une consultation publique nationale en ce qui concerne le volet interfédéral.

Le volet interfédéral de la consultation publique consistera en 4 questions fermées et 1 question ouverte, sous réserve d'un accord sur la formulation finale des questions.

Sur la base des leçons tirées de la précédente consultation publique nationale en 2019, le coût du financement de la composante interfédérale de la consultation nationale est estimé approximativement à 25.000 € en tenant compte de l'inflation et des augmentations de prix liées à l'exécution des différentes tâches. Ce montant devrait couvrir les coûts liés à l'organisation de la consultation publique (appel d'offres, traduction dans les trois langues nationales, traitement et

intégration du questionnaire dans une plateforme en ligne, traitement des résultats (avec l'aide de l'IA), publication du site web, etc.) Le montant de la composante interfédérale sera pris en charge par:

- le budget de CONCERE, pour 50% du montant ;
- le budget de la CNC, pour 50% du montant.

CNC & CONCERE décident que cette estimation approximative des coûts peut servir de base au lancement de ce contrat et à la conduite des négociations. Si le prix définitif est supérieur à cette estimation approximative, le gouvernement fédéral soumettra, le cas échéant, par le biais d'une procédure d'approbation écrite, ce dossier pour approbation, après quoi l'attribution du contrat pourra se faire rapidement.

Annexe : Estimation initiale des coûts des aspects fédéraux et interfédéraux de la consultation publique nationale Plan national énergie climat (PNEC)

Uitgaven 2019	Bedrag in euro in 2019	Kost per vraag	Verwachte evolutie	Inschatting hele vragenlijst 2023	Inschatting interfederaal luik 2023
Nationale publieksraadpleging 2019 in drie talen + verwerking gesloten vragen (27 vragen waarvan 10 socio-demografisch)	27.620	1.023	Inflatie/prijsstijging = 10 procent	33.758	4.562
constructie website voor NEKP en zijn publieksconsultatie	26.959		website + publieksconsultatie interface	14.827	7.414
Verwerking en analyse van de gegevens van de open vragen (7 commentsvelden + 1 echt open veld (75% van het werk) + verwerking e-mails	31.097	23.323	Inflatie/prijsstijging + 10 procent	34.207	12.828
? Vertaling Duits					
Totaal	85.676			82.792	24.803
				Federaal voorzien budget: 83000	Voorstel: 25.000

Hypothèses d'estimation des coûts :

- Globalement, les montants 2019 sont indexés de 10%.
- Pour les questions fermées, on suppose 5 questions interfédérales sur 37 questions (y compris les questions socio-démographiques générales). Le coût par question n'est pas fixé et diminue car les coûts de démarrage sont particulièrement élevés (les questions supplémentaires n'entraînent qu'un coût additionnel très limité).
- Pour la mise à jour du site web et la fourniture d'une interface web, on suppose que la moitié du coût de 2019 sera supportée par tous et l'autre moitié par l'État fédéral. En effet, la plateforme servira à la publication du PNEC.
- Le traitement et l'analyse des données des questions ouvertes en 2018 ont montré que le coût réel était principalement lié à l'entraînement du modèle d'IA sur la question ouverte réelle et pas tellement aux 7 champs de commentaires ouverts ajoutés à des questions à choix multiples pour la plupart. Le traitement de cette question ouverte représentait donc environ les 3/4 du coût total. Dans l'hypothèse d'une amélioration de la technologie, nous supposons que ce budget serait conservé pour le traitement de 2 questions réellement ouvertes (1 FED + 1 INTERFED), INTERFED prenant la moitié. Les champs pour les commentaires ont été supprimé du montant de cette proposition.
- Le calcul ne prend pas en compte une possible traduction vers l'allemand.